Questions orales

Une voix: Répondez en principe.

M. Trudeau: Oui, mais je ne suis pas le pape.

M. Nielsen: Ah, vraiment?

M. Trudeau: Je ne suis pas en mesure de faire de distinction catégorique entre ce qui est bien et ce qui est mal.

M. Nowlan: Même le pape a des difficultés à cet égard.

M. Deans: Je suppose que c'est là ce que dictent les directives!

CANADAIR—LE POT-DE-VIN PRÉSUMÉMENT OFFERT À UN SÉNATEUR DE L'ALASKA

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Je me demande si le premier ministre se souvient que je l'ai prié de faire enquête sur les liens qui existaient entre Canadair et le sénateur américain de l'Alaska, le sénateur Hohman, qui a été trouvé coupable d'avoir accepté un pot-de-vin. Pourquoi la GRC n'a-t-elle pas enquêté sur la participation de Canadair dans cette affaire?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, je me souviens que Canadair a fait une déclaration officielle selon laquelle cette personne n'était plus à son service, qu'elle agissait en tant qu'agent et qu'elle a pris certaines initiatives à ce titre. Voilà ce qu'a déclaré Canadair, si je me souviens bien, madame le Président.

* * *

L'INDUSTRIE

LES TRAVAUX QUE DYNATEK ENVISAGE D'ENTREPRENDRE À L'AÉROPORT DE SYDNEY (C.-B.)

M. Donald W. Munro (Esquimalt-Saanich): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Pourrait-il me dire où en sont les négociations entreprises avec Dynatek à l'aéroport international de Sydney au sujet du financement de 16 millions de dollars en partie sous forme de prêt exempté d'intérêts et en partie sous forme de subvention? Qu'en est-il?

L'hon. Ed Lumley (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Madame le Président, le député n'est pas sans savoir qu'à la demande du gouvernement provincial et de la Dynatek elle-même, le gouvernement fédéral a fait une offre très intéressante à la société car il cherchait à préserver les intérêts à long terme de l'industrie de la microélectronique et plus particulièrement à diversifier l'économie dans l'ouest du pays. Un certain nombre de conditions avaient été fixées quant au financement par la société. Autant que je sache, les conditions n'ont pas encore été remplies.

LA COMPÉTENCE DES CADRES

M. Donald W. Munro (Esquimalt-Saanich): Je suppose—ceci est ma question supplémentaire—que le ministre s'est assuré avant de faire cette offre «très intéressante» comme il dit, que les cadres de l'entreprise étaient en mesure de remplir la tâche qu'ils ont promis d'accomplir, en l'occurrence concevoir un système de robotisation pour la fabrication des microprocesseurs.

L'hon. Ed Lumley (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Madame le Président, il y a déjà plusieurs mois que j'ai examiné le dossier,

mais si je me souviens bien, la société devait embaucher 700 personnes. Parmi elles, il y avait des cadres très compétents qui avaient acquis une certaine expérience dans le domaine.

Je tiens toutefois à rappeler au député que le gouvernement de la Colombie-Britannique a fait savoir qu'il examinerait la demande après le gouvernement fédéral. Si je me souviens bien, le ministre provincial des Sciences et de la Technologie a déclaré qu'il tenait à connaître la position adoptée par Ottawa. La décision que nous avons prise est tout à fait sensée, je crois. Je pense que le gouvernement de la Colombie-Britannique a accepté notre offre initiale.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA PROTESTATION DES ÉTATS-UNIS CONTRE LE FAIT QU'ON A BRÛLÉ UN DRAPEAU—LA RÉPONSE DU CANADA

L'hon. Erik Nielsen (chef de l'opposition): Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre, en l'absence du secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le premier ministre se souvient certainement que le gouvernement américain avait adressé une note de protestation véhémement au gouvernement au sujet d'une démonstration anti-américaine qui s'était déroulée à Winnipeg et à laquelle avaient participé deux membres du gouvernement manitobain ainsi que plusieurs membres du caucus néo-démocrate de la majorité gouvernementale, au cours de laquelle un drapeau américain avait été brûlé devant le consulat des États-Unis. Il était dit notamment dans cette note ceci:

Les États-Unis tiennent à s'élever avec véhémence contre la participation de ministres du gouvernement manitobain à cette manifestation qui a ainsi revêtu un caractère officiel, et apprécieraient qu'on leur garantisse que le gouvernement vœuillera à ce que de telles manifestations hostiles ne se reproduisent plus.

J'aurais trois petites questions à poser au sujet de cette note. Le gouvernement canadien a-t-il reçu une lettre d'excuse du gouvernement manitobain, qui a été transmise au gouvernement américain? Si le gouvernement manitobain n'a pas présenté d'excuses, le gouvernement canadien a-t-il présenté au gouvernement américain des excuses au nom du gouvernement du Manitoba...

Une voix: Qu'il s'en garde bien.

M. Nielsen: Un député néo-démocrate vient de dire que le gouvernement canadien doit bien s'en garder. Ma dernière question est la suivante: Le gouvernement accepterait-il de déposer copie de toute note qu'il aurait adressée au gouvernement américain en réponse à sa lettre de protestation?

[Français]

M. Jean Lapierre (secrétaire parlementaire du vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, le gouvernement canadien a effectivement reçu la note américaine et y a répondu. Pour ce qui est du fait de s'excuser pour le gouvernement manitobain ou de ce que le gouvernement manitobain se soit excusé, je pense que le contenu de la note diplomatique, que la réponse qui a été donnée aux États-Unis peut être déposée à la Chambre sans hésitation, et l'honorable leader de l'opposition pourra voir, juger et en fait ne pas surtout augmenter la gravité de l'événement, mais essayer de le faire oublier.